



	Congé de maladie ordinaire		Congé de longue maladie		Congé de longue durée		DPRS (disponibilité pour raison de santé)	
	Indiciaire TIB	primes	Indiciaire TIB	primes	Indiciaire TIB	primes		
3 premiers mois	100%	100%						
9 mois suivants	50%	50%						
1 <sup>ère</sup> année			100%	rien	100%	rien		
2 <sup>ème</sup> année			50%	rien	100%	rien		
3 <sup>ème</sup> année			50%	rien	100%	rien		
4 <sup>ème</sup> année					50%	rien		
5 <sup>ème</sup> année					50%	rien		
6 <sup>ème</sup> année								IJ-SS (indemnités journalières de sécurité sociale) + éventuellement AIT (allocation d'invalidité temporaire)
7 <sup>ème</sup> année								
8 <sup>ème</sup> année								

**Les propositions actuelles de la Fonction publique consistent en :**

Congé	Durée	Traitement indiciaire	Primes
Congé de maladie ordinaire	3 premiers mois	Idem 100%	Idem 100%
Congé de maladie ordinaire	9 mois suivants	Idem 50%	Idem 50%
<b>Congé long fusionné</b>	1 <sup>ère</sup> année	Idem 100%	<b>100%</b>
<b>Congé long fusionné</b>	2 <sup>ème</sup> année <b>Passage à 75% de la rémunération totale</b>	<b>75%</b>	<b>75%</b>
<b>Congé long fusionné</b>	3 <sup>ème</sup> année <b>Passage à 50% de la rémunération totale (75% éventuels)</b>	Idem 50% <b>(voire 75% ?)</b>	<b>50%</b> <b>(voire 75% ?)</b>
<b>Congé long de maladie/reclassement (avant invalidité)</b>	4 <sup>ème</sup> et 5 <sup>ème</sup> années	Idem 50%	<b>50%</b>
DPRS (disponibilité pour raison de santé) N'existera peut-être plus ?	3 ans	Idem : pas de prise en charge sauf les IJ (indemnités journalières de sécurité sociale) + éventuellement AIT (allocation d'invalidité temporaire)	

**La proposition intersyndicale pour l'incapacité pourrait être**

Congé de maladie	Traitement indiciaire brut		Primes	
	Statutaire	Complémentaire obligatoire (moins de 50% employeur car amélioration statutaire/agent plus de 50%)	Statutaire	Complémentaire obligatoire (moins de 50% employeur car amélioration statutaire/agent plus de 50%)
Congé de maladie ordinaire (CMO) 6 premiers mois	100%		100%	
Congé de maladie ordinaire (CMO) 6 derniers mois	50%	50%	50%	50%
Congé long 1 <sup>ère</sup> année	100%		100%	
Congé long 2 <sup>ème</sup> année	100%		Jusqu'à 75% de la rémunération totale	Au-delà de 75% de la rémunération totale
Congé long 3 <sup>ème</sup> année	100%		Jusqu'à 50% ou 75% de la rémunération totale	Au-delà de 50% ou 75% de la rémunération totale
Congé long 4 <sup>ème</sup> année (Maladie/Reclassement avant invalidité)	75%	25%		100%
Congé long 5 <sup>ème</sup> année (Maladie/Reclassement avant invalidité)	75%	25%		100%
DPRS années 6 à 8 (disponibilité pour raison de santé)	Éventuellement Allocation d'Invalidité Temporaire	100% au-delà des Indemnités Journalières de Sécurité Sociale	Éventuellement Allocation d'Invalidité Temporaire	100% au-delà des Indemnités Journalières de Sécurité Sociale

### La proposition intersyndicale pour l'invalidité pourrait être

Invalidité	Statutaire Traitement indiciaire brut	Complémentaire Traitement indiciaire brut	Primes
Retraite pour invalidité avant 62 ans	Garantie statutaire de 75% du TIB alignée une retraite complète et 90% du net indiciaire	25% du TIB par une complémentaire obligatoire (moins de 50% employeur car amélioration statutaire/agent plus de 50%)	Complémentaire obligatoire (moins de 50% employeur car amélioration statutaire/agent plus de 50%) pour atteindre 100% de la rémunération nette
Recalcul de la retraite à 62 ans	Idéalement 75% du TIB grâce à un trimestre de droit par trimestre d'invalidité, comme dans le privé		

### La proposition intersyndicale pour la perte d'autonomie pourrait être

Dépendance ou perte d'autonomie	Hors établissement	En établissement
GIR à compléter	7,5% du PASS (3.666 € en 2023) soit 275 €	15% du PASS (3.666 € en 2023) soit 550 €
Cotisation	Complémentaire obligatoire 100% agent	

### La proposition intersyndicale pour le décès pourrait être

	Statutaire proposé par la FP	complémentaire
<b>Rente Education collège lycée</b>	< 18 ans : 5% PMSS=183€/mois >= 18 ans < 26 ans : 15% PMSS = 550€/mois	>= 11 ans < 18 ans : jusqu'à 10% PMSS 366€ (+5% : 183€)  (moins de 50% employeur car amélioration statutaire/agent plus de 50%)
<b>Capital décès</b>	-1 an de rémunération (indiciaire + primes) -3 ans en cas de décès imputable au service ou consécutif à un acte de dévouement ou terroriste -jusqu'au départ en retraite de l'agent	Une année supplémentaire de capital décès  (moins de 50% employeur car amélioration statutaire/agent plus de 50%)
<b>Rente viagère à vie enfant handicapé</b>		100% agent
<b>Obsèques</b>		100% agent

**Perspectives financières et de cotisation :** La Fonction publique a aujourd'hui négocié 100 millions en incapacité auprès du Budget. Les propositions concernant le statutaire en incapacité (garantie de 100% du TIB) et en invalidité et « maladie/reclassement » (75% du TIB) devraient doubler la mise. La prise en charge employeur inférieure à 50% d'une complémentaire obligatoire dépend de la hauteur du complément de revenu, pour lequel nous n'avons aucun chiffrage de la fonction publique.

### **Contractuels :**

La Fonction Publique envisage un rapprochement des droits à complément de revenu des contractuels pour les congés longs : congé de grave maladie de 3 ans renouvelables (100%-75%-50%). Aujourd'hui accessible après 3 ans d'ancienneté et avec un an plein traitement et deux ans demi-traitement.

Pour les contractuels les IJ-SS sont déduites de la couverture employeurs.

La Fonction Publique n'envisagerait pas de changement pour les congés de maladie ordinaire :

- Avant 4 mois d'ancienneté : pas de couverture employeur
- Entre 4 mois et 2 ans : 30 jours plein traitement et 30 jours demi-traitement,
- Entre 2 ans et 3 ans : 60 jours plein traitement et 60 jours demi-traitement,
- A partir de 3 ans d'ancienneté : 90 jours plein traitement et 90 jours demi-traitement.

Une suppression ou une réduction des conditions d'ancienneté et un alignement sur les fonctionnaires est souhaitable et n'encouragerait pas la précarité. Aujourd'hui la précarité est moins chère pour l'employeur public sur la maladie, et c'est aussi un encouragement à son développement.

Le versement des indemnités journalières de sécurité sociale (assurance maladie) représente une part importante de ce qui est le statutaire pour les fonctionnaires, qui ont un régime spécial de sécurité sociale.

Pour les contractuels l'établissement d'un régime complémentaire obligatoire compenserait les différences restantes avec le statutaire des fonctionnaires.